



NOUVELLES D'AEFJN

N° 39 - Mars 2010

Pour une information plus complète sur les sujets qui vous intéressent, vous pouvez, grâce au lien, approfondir votre connaissance.

[Le Groupe Africain à l'ONU demande le respect des promesses pour le Développement](http://tinyurl.com/ybp2578)

<http://tinyurl.com/ybp2578>

Le Groupe africain à l'ONU a demandé que l'engagement d'Assistance Officielle de Développement (ODA) pour l'Afrique soit immédiatement réalisé. Le groupe a aussi demandé au Groupe des huit pays les plus industrialisés (G8) d'honorer sa promesse de doubler dès 2010, l'assistance officielle à ce continent.

[La pêche illégale dans les eaux guinéennes est la pire du monde](http://www.ipsnews.net/africa/nota.asp?idnews=50771)

<http://www.ipsnews.net/africa/nota.asp?idnews=50771>

La pêche illégale touche de manière constante les pays les plus pauvres d'Afrique occidentale car cette pratique sévit surtout dans les eaux orientales et centrales de l'océan Atlantique, qui recouvrent les eaux territoriales d'environ 15 pays africains, du Maroc à la Mauritanie dans le Nord vers l'Angola dans le Sud. Les pays les plus touchés par cette pêche illégale sont la Guinée et la Sierra Leone alors que les bateaux battent pavillon de Chine, de Russie, d'Indonésie et de Panama mais aussi de l'Union européenne (UE) et autres pays industrialisés tels le Portugal, l'Italie et le Japon.

La pêche illégale se pratique surtout dans les eaux centrales et orientales de l'Atlantique et a augmenté ces 10 dernières années, d'après le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) ; un organe de l'UE créé pour diffuser l'information relative à la surpêche et son influence sur le développement, causant la diminution drastique d'espèces tels le thon et la morue dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Les pays en développement sont les plus enclins à pratiquer la pêche illégale « avec une estimation de prise illégale 40 % plus élevée que les prises légales en Afrique occidentale » d'après la firme londonienne de consultance MRAG.

La fondation londonienne de Justice environnementale (EFJ) qualifie cette pêche illégale dans les eaux territoriales guinéennes, de « la pire d'Afrique » ce qui veut dire la pire au plan mondial. La Guinée, d'après le rapport de la DfID, perd un excédent de 34.000 tonnes de poisson vu la pêche illégale, avec les 10.000 tonnes de « rejets » (bycatch). Le bycatch est un euphémisme pour les poissons rejetés à la mer par les pêcheurs. La Guinée pêche officiellement en moyenne 54.000 tonnes annuellement. Ceci signifie que la pêche illégale représente deux tiers de la pêche officiellement signalée.

Certaines listes de bateaux de pêche signalent seulement leur provenance de Chine, Russie, Panama ; Tunisie et Indonésie et pays du même type mais aucune de l'Europe occidentale ni autres pays industrialisés. Pourtant, la liste spécifique de Greenpeace dénombre des bateaux du Portugal, de l'Italie et du Japon. Dans plusieurs pêcheries européennes, les produits de la pêche illégale représentent entre 2/3 et la moitié des prises.

Dans un communiqué de presse du 27 octobre 2009, la Commission européenne pense qu'environ 10 pour cent des importations des fruits de mer (environ 1.7 milliard d'US\$) proviennent d'une source illégale. Certaines autorités portuaires européennes ont autorisé l'accès de bateaux et compagnies de la liste noire. Ainsi, EIJ définit le port de Las Palmas de la Grande Canarie (Espagne) comme le « port le plus notoire de convenue » car il offre les services aux bateaux pirates de pêche opérant au large des côtes africaines occidentales.

Le statut du port de Las Palmas en fait une zone franche, les compagnies ayant leur siège là « jouissent d'une grande variété d'avantages fiscaux et douaniers, dont une large part facilitent l'organisation, le transport et la vente du poisson pêché illégalement. » a déclaré Duncan Copeland d'EIJ à IPS. Las Palmas est une entrée

sensible pour le grand marché européen des fruits de mer et le centre pour le transport du poisson pêché illégalement vers les autres grands marchés poissonniers tels ceux de l'Asie du Sud Est.

Les élèves kenyans renvoyés chez eux à cause d'une alerte de choléra

<http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=88577>

Environ 11.000 élèves de différentes écoles des districts côtiers kenyans de Msambweni et Kwale ont été contraints de rentrer chez eux avant la date prévue des vacances de Pâques à cause d'une alerte au choléra dans la région. La responsable de l'enseignement dans le district de Msambweni, Bridgide Wambua a dit à IRIN que le département avait décidé la fermeture des écoles pour empêcher les élèves de contracter le choléra et autres maladies liées à l'eau qui sévissent dans la région.

La culture massive de jatropha menace la sécurité alimentaire au Ghana

<http://www.ghanaiian-chronicle.com/thestory.asp?id=16673&title=Massive%20jatropha%20farming%20threatens%20food%20security>

L'étude menée par Action Aid Ghana (AAG) et Food SPAN dans 4 régions du pays, montre que la production de biocarburant affecte fortement les agriculteurs saisonniers de la région. L'étude a montré qu'à cause de l'absence d'une politique d'ensemble de la production de biocarburant dans la région, sa production a des effets inverses sur la souveraineté alimentaire, sur l'environnement, sur les droits humains et en général sur les moyens de subsistance des communautés touchées.

D'après le rapport, le pire vient de ce que dans la plupart des cas, les compagnies engagées dans la production de biocarburant importent la main d'œuvre en dehors des communautés locales avoisinant les sites de production et que cela a provoqué un chômage important tandis que le projet passait de la phase préparation du sol à celle de la plantation. Les compagnies ont pris de grandes étendues de terres pour la production de jatropha et très peu de centres de production ne dépassant pas 75 acres. Les terres arables sont généralement des terres qui conviennent à la production des cultures domestiques et qui ont été déviées vers la culture du jatropha, sauf dans la région de la Volta. La production de biocarburant se caractérise par un usage répandu de désherbants, tel le Sunphosate et le risque possible de pollution de l'eau. La production à grande échelle exige aussi une machinerie lourde qui détruit la forêt, la couverture végétale, la biodiversité et les arbres à rendement économique.

Une mise à jour pour la trypanosomiase africaine qui attaque l'homme (HAT)

<http://www.tropika.net/svc/review/Chinnock-20090320-Review-Tryps>

La maladie du sommeil (la trypanosomiase humaine, HAT) illustre beaucoup de problèmes auxquels font face les chercheurs et les décideurs politiques pour les maladies infectieuses de la pauvreté. Aucun accord clair quant au nombre de malades atteints par la HAT, ni d'estimation sure quant aux dommages qu'elle provoque. Cette question a été récemment étudiée dans un article dans la *PLoS Neglected Tropical Diseases* et l'issue fatale attend les malades s'il n'y a pas de traitement administré. Cette maladie est contractée par une infection due au trypanosoma brucei rhodesiense ou du trypanosoma brucei gambiense. Les vecteurs sont des insectes de genus glossina (mouches tsésé) qui ne se rencontrent qu'en Afrique. La souche gambienne sévit à l'Ouest et la rhodésienne à l'Est de l'Afrique, et l'on craint actuellement que les deux souches ne s'enchevêtrent.

Le gouvernement du Burkina Faso arrête la privatisation de l'eau et de l'électricité

<http://www.afrol.com/articles/35615>

Le gouvernement du Burkina Faso, dans une décision remarquée, a décidé de retirer les services de l'eau et de l'électricité des compagnies étatiques pouvant être privatisées. Le gouvernement, qui défie ainsi le FMI, a décidé qu'il était suffisant de restructurer la gestion dans les compagnies existantes.

Perspective de deux Soudans

<http://www.enoughproject.org>

Tous les signes annonciateurs de la déchirure du Soudan en deux entités, soit dans la paix, soit dans la violence, sont visibles. L'administration Obama doit faire tout en son pouvoir pour que le Soudan reste un seul pays, c'est ce qui ressort d'un nouveau rapport d'Enough Project du Center for American Progress.

Lors d'un référendum d'autodétermination prévu pour janvier 2011, on prévoit qu'une large majorité des populations du Sud Soudan votera la séparation d'avec ses voisins du Nord. Pourtant, la situation sécuritaire très

volatile du Sud Soudan risque de rendre bancales les élections nationales prévues en avril, et comme de nombreux points de l'Accord de Paix totale (Comprehensive Peace Agreement, CPA) ne sont toujours pas d'application, le referendum et ses retombées semblent inévitables.

L'ONU, garant du CPA doit travailler sur tous les fronts et dans tous les sens pour soutenir la volonté de pacification du peuple du Soudan méridional et empêché la reprise du conflit, c'est ce que défend Maggie Fick, chercheuse pour Enough's Juba, une politique ancrée dans la réalité soudanaise.

Les partis soudanais doivent entreprendre beaucoup de tâches difficiles pour la préparation du référendum de 2011 et de ses retombées. La communauté internationale doit réduire les risques de voir les prochaines négociations se dérouler dans un cadre si politiquement lourd que le consensus entre les partis devient impossible.

Le Ghana peut-il éviter la malédiction du pétrole ?

<http://blogs.reuters.com/africanews/2010/03/25/can-ghana-avoid-the-oil-curse/>

Le Ghana, avec une touche démocratique rare dans cette région mieux connue pour ses dictateurs, demande à ses citoyens ce qu'il doit faire avec les bénéfices inattendus provenant de la production pétrolière qui doit commencer plus tard cette année. Dans un questionnaire au titre « The use and Management of Oil and Gas Revenues-Survey of Public Choices » placé sur site internet du bureau du Ministre des Finances, le Ghana affirme que les pays producteurs font face à des questions majeures et veut éviter les problèmes auxquels sont confrontés les pays voisins producteurs de pétrole.